

Les risques géopolitiques figurent dorénavant en haut de la liste dans les perspectives économiques publiées par les organisations internationales. Le défi pour les économistes est de pouvoir prédire et « quantifier » les conséquences économiques des tensions géopolitiques et des conflits armés. De grandes tendances peuvent bien sûr être tracées en ce qui concerne le commerce et l'investissement (fragmentation) et l'efficacité du multilatéralisme (affaiblissement et polarisation).

D'un point de vue économique, et si l'on considère spécifiquement les conséquences d'un processus de réarmement à venir et l'augmentation attendue des dépenses de défense, il y a deux aspects à prendre en compte :

- L'impact sur la politique budgétaire : l'augmentation des dépenses militaires pourrait compliquer les arbitrages budgétaires. En période d'assainissement des finances publiques, cette hausse pourrait en effet se faire au détriment des dépenses axées sur le développement durable, l'éducation, la santé, les infrastructures et la transition climatique. Pour l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, le passage à un budget de défense à 3% du PIB équivaldrait à près de 40 % de l'ensemble de leurs dépenses consacrées à l'éducation publique.
- L'impact sur la croissance: est-ce qu'1 euro dépensé pour la défense apporte plus, ou moins, à la croissance économique qu'1 euro dépensé sur d'autres postes? La réponse n'est pas si claire. Le lien entre dépenses militaires et croissance économique étant relativement peu exploré dans la littérature économique.
- Naturellement, l'industrie de la défense devrait être un bénéficiaire net de tout processus de réarmement à venir. Au cours des 12 derniers mois, le S&P 500 s'est contracté de plus de 5%. Pourtant, presque tous les grands producteurs d'armes ont vu leur capitalisation boursière augmenter de 5% ou plus. La capitalisation des entreprises européennes a littéralement grimpé en flèche.

## La montée des risques géopolitiques

Au-delà des destructions et des conséquences humanitaires à court terme, le défi pour les économistes est de pouvoir prévoir et de « quantifier » les conséquences économiques des conflits armés et/ou des risques de conflits. De grandes tendances peuvent bien sûr être tracées en ce qui concerne le commerce et l'investissement (réorganisation des chaînes d'approvisionnement mondialisées, « découplage » entre les États-Unis et la Chine) et l'efficacité du multilatéralisme (comportements non-coopératifs des nations conduisant à des forums multilatéraux moins performants sur le commerce, l'environnement, la santé, etc.).

La liste est longue des risques géopolitiques en 2023 qui pourraient engendrer des conflits armés ou élever le niveau d'intensité des conflits actuels.

- **Une impasse en Ukraine, ou une victoire russe, mène à l'apparition d'un nouveau rideau de fer** : la guerre en Ukraine pourrait se terminer par une victoire russe – les États-Unis et les pays européens renonçant à l'aide ukrainienne et acceptant un accord de cessez-le-feu avec le régime russe. Alternativement, la guerre pourrait se poursuivre sur le front oriental de l'Ukraine, mais avec une plus grande implication des États membres de l'OTAN. La société RAND, par exemple, suggère quatre scénarios différents d'escalade. Quelle que soit l'évolution sur le front de bataille, la Russie pourrait tomber dans un « scénario nord-coréen : l'isolement et la radicalisation d'une forteresse-Russie, dans laquelle Poutine ou ses successeurs maintiendraient la population du pays dans un état de guerre permanent ».
- **Une situation de conflits larvés autour Taïwan**: une invasion de Taïwan par la Chine est une possibilité d'ici la fin 2025. Les tensions pourraient cependant s'accumuler en 2023 et dégénérer en un blocus maritime chinois et une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'île, s'étendant à la mer d'Asie du Sud-Est – avec des conséquences importantes sur le trafic maritime et l'approvisionnement mondial en puces semi-conductrices, dont Taïwan détient une part importante du marché mondial.
- **Une autre crise au Moyen-Orient** : les candidats pour provoquer une nouvelle crise au Moyen-Orient sont nombreux. Les relations saoudiennes avec les États-Unis pourraient atteindre un point de non-retour, avec des conséquences imprévisibles à la fois pour les prix du pétrole et pour la stabilité de la région. Israël a le gouvernement le plus à droite de son histoire avec des conséquences tout aussi imprévisibles, comme une autre Intifada avec des conséquences humanitaires catastrophiques pour la Palestine, une guerre de l'ombre avec l'Iran se transformant en conflit ouvert, des opérations limitées contre le Hezbollah au Liban, etc. En Iran, le régime pourrait durcir davantage la répression de son peuple et adopter une position encore plus agressive contre ses voisins, conforté par le soutien de la Russie, etc.

## Accord politique vers le réarmement

En termes économiques et budgétaires, la conséquence immédiate de la montée de l'insécurité mondiale est la perspective d'une augmentation des dépenses militaires, sinon d'une nouvelle course aux armements. C'est déjà le cas dans un certain nombre d'économies émergentes et

de la Chine en particulier. Le principal changement en 2023 pourrait consister en une augmentation décisive des dépenses militaires dans les économies de l'OCDE.

Le budget de la défense des États-Unis [en 2023](#) devrait d'ailleurs atteindre son plus haut niveau depuis le pic de 2008-2011 pendant les guerres d'Irak et d'Afghanistan et le deuxième plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans l'ensemble, quelques 858 milliards de dollars (exclusion faite des 21 milliards de dollars de fourniture d'armes à l'Ukraine) seraient engagés en 2023. Ces dépenses iraient de pair avec une coopération et des investissements accrus dans le secteur numérique face à une concurrence géopolitique croissante. Pour la [RAND corp.](#) « le risque est grand de voir une nation concurrente développer des technologies de niche (...) qui menaceraient l'avantage militaire des États-Unis, ou qui généreraient des dépendances critiques entravant les efforts des États-Unis dans un conflit prolongé ». Cet accroissement des dépenses irait de pair avec [de nouveaux partenariats public-privé](#) « tirant parti des marchés de capitaux américains » et « approfondissant les relations » avec les fonds d'investissement *private equity* pour faciliter l'intégration des nouvelles technologies dans les programmes de défense.

Pour l'Europe, un certain nombre de groupes de réflexion géopolitique discutent d'une plus grande militarisation de la politique européenne (voir par exemple [Carnegie](#)). Au niveau Européen, deux processus récents suggèrent un plus grand consensus sur un réarmement à venir:

- **Changement d'échelle dans le financement européen:** le renforcement de l'industrie européenne de la défense est en cours avec l'adoption de l'Acte européen sur les marchés publics [EDIRPA](#) en juillet 2022, toute première initiative coordonnée de la Commission européenne en matière de dépenses militaires. En 2023, il pourrait être suivi d'un programme européen d'investissements plus conséquent, comprenant de fortes incitations fiscales pour les pays membres et les entreprises (dont une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée) et bénéficiant d'une version allégée de la Taxonomie européenne sur le climat (pour faciliter les investissements financiers dans l'industrie d'armement) et d'une Agence européenne de défense renforcée. L'opposition des États membres dits « frugaux » et de ceux soucieux d'un contrôle stricte des dépenses communautaires, devrait être évitée: la plupart de ces pays sont précisément les plus engagés sur la voie du réarmement.
- **Renforcement du partenariat UE-OTAN:** suite à la [déclaration commune](#) du 10 janvier 2023, qui souligne que la Russie et d'autres « acteurs autoritaires » remettent en cause « nos intérêts, nos valeurs et nos principes démocratiques », ainsi que « l'affirmation et les politiques expansionnistes de la Chine présentent des défis que nous devons relever », l'UE et l'OTAN pourrait élargir et approfondir considérablement leur coopération au-delà du mandat traditionnel de l'OTAN, dans les domaines des infrastructures, du numérique et des technologies, de l'espace et du changement climatique. Dans ce cadre intégré UE-OTAN, la planification et les dépenses de défense profiteraient principalement aux entreprises américaines et à leurs partenaires industriels stratégiques en Europe (l'EDIRPA actuelle a été modifiée pour éliminer toute logique d'achat européen). Les gouvernements de l'UE se tourneraient vers les États-Unis et d'autres fournisseurs comme la Corée du Sud et Israël pour remplir rapidement leurs arsenaux.

## Priorités concurrentes en matière de dépenses publiques

Au niveau national, plusieurs pays de l'OCDE et de l'OTAN se sont déjà engagés à augmenter leurs dépenses de défense au-delà de l'objectif OTAN de 2 % du PIB. L'Allemagne investirait ainsi 100 milliards d'euros supplémentaires dans sa défense, tandis que le Japon a l'intention de mettre fin au plafond de 1% du PIB sur les dépenses militaires qu'il avait observé depuis la Seconde Guerre mondiale.

En période d'assainissement des finances publiques, ce processus de réarmement pourrait se faire au détriment des dépenses axées sur le développement durable, l'éducation, la santé, les infrastructures et la transition climatique. Le tableau suivant simule l'impact d'un budget de défense atteignant 2 % du PIB (objectif de l'OTAN) et 3 % du PIB (niveau actuel de la Corée du Sud) avec les dépenses d'éducation en comparaison. Cette simulation révèle l'énorme effort budgétaires qu'un certain nombre de pays européens devraient réaliser pour se réarmer. Par exemple, pour l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, augmenter le budget de défense à 3 % du PIB équivaldrait à près de 40 % de leurs dépenses totales pour l'éducation publique.

*Simulation de dépenses de défense atteignant 2% et 3% du PIB et comparaison avec les dépenses d'éducation*

Pays	Dépenses de défense 2021		Dépenses d'éducation 2019 en % du PIB	Écart avec l'objectif de 2 %	Écart avec l'objectif de 3 %	2% d'écart /éducation GVT exp	3% d'écart /éducation GVT exp
	en milliards USD	en % du PIB					
États-Unis	801	3,5	5,9	0	0		
Chine	293	1,7					
Inde	76,6	2,7		0	0,3		
Royaume-Uni	68,4	2,2	4,9	0	0,8	0,0%	16,50%
France	56,6	1,9	5,3	0,1	1,1	1,8%	20,8%
Allemagne	56	1,3	4,3	0,7	1,7	12,4%	39,3%
Japon	54,1	1,1	3,3	0,9	1,9	23,7%	57,6%
Corée du Sud	50,2	2,8	4,8	0	0,2	0,0%	4,2%
Italie	32	1,5	3,9	0,5	1,5	6,7%	38,4%
Espagne	19,5	1,4	4,0	0,6	1,6	11,0%	40,0%
Brésil	19,2	1,2		0,8	1,8		
Pays-Bas	13,8	1,4	5,0	0,6	1,6	14,5%	32,3%
Taiwan	13	1,7		0,3	1,3		
Indonésie	8,3	0,7		1,3	2,3		
Norvège	8,3	1,8	5,6	0,2	1,2	4,2%	21,5%
Suède	7,9	1,3	6,9	0,7	1,7	10,1%	24,5%
Finlande	5,9	2	5,6	0	1	0,0%	17,8%
Suisse	5,7	0,7	5,4	1,3	2,3	30,8%	42,3%
Danemark		1,1	6,3	0,9	1,9	15,0%	30,3%

Source : SIPRI 2022 & Statistiques de l'OCDE

## Les dépenses militaires sont-elles bonnes pour l'économie?

Le lien entre dépenses militaires et croissance économique est sous-exploré dans la littérature économique. L'élément clé de l'incertitude est le « multiplicateur budgétaire » des dépenses de défense – combien 1 euro dépensé pour l'armée génère effectivement de croissance

supplémentaire du PIB. D'un côté, la politique américaine d'investissements dans l'outil militaire, et l'agence américaine DARPA en particulier, sont souvent citées en exemple d'une contribution à l'innovation et à l'essor de l'industrie technologique. Il existe également des éléments pointant une corrélation entre l'ampleur des dépenses militaires et les gains de productivité à l'échelle d'une économie. Mais la corrélation n'indique pas nécessairement la causalité. D'un autre côté, certains s'inquiètent du détournement des ressources et de la mauvaise affectation des fonds publics à une poignée de grandes entreprises de défense. Selon un rapport récent, par rapport à l'éducation et à la santé, les dépenses militaires auraient d'ailleurs un faible multiplicateur budgétaire, même pour les pays qui ont une base industrielle de défense conséquente. Commentant le dernier projet de budget de défense, Robert Reich dénonce : « plus de la moitié du budget finira dans les caisses des grandes entreprises (telles que Lockheed, Raytheon, Boeing, General Dynamics, BAE et Northrop Grumman) dont le cours des actions est en hausse. Les bénéfices iront dans la rémunération des dirigeants, les dividendes des actionnaires et les rachats d'actions. C'est le complexe militaro-industriel contre lequel Dwight Eisenhower a mis en garde – une version sous stéroïdes».

## Impact sur l'industrie de la défense

Naturellement, l'industrie de la défense devrait être un bénéficiaire net de tout processus de réarmement futur ; c'est d'ailleurs ce qu'anticipent les marchés financiers. Au cours des 12 derniers mois, le S&P 500 s'est contracté de plus de 5%. Dans le même temps, presque tous les grands producteurs d'armes ont vu leur capitalisation boursière augmenter d'au moins +5%. La capitalisation des entreprises européennes a même explosé: plus de +40% pour BAE (Royaume-Uni), Leonardo (Italie), Dassault et Thales (France), +90% pour Saab (Suède) et +140% pour Rheinmetall, le fabricant allemand du char de combat Leopard 2.

### Capitalisation boursière des principaux producteurs d'armes de l'OCDE

Compagnie	Pays	Ventes d'armes 2021	% du total des ventes	Capitalisation boursière janv. 2023	Evolution janv. 2022-2023
		en milliards USD		en milliards USD	
<b>Lockheed Martin</b>	États-Unis	60.34	90	117.33	+18.12%
<b>Raytheon</b>	États-Unis	41.85	65	146.42	+11.56%
<b>Boeing</b>	États-Unis	33.42	54	126.19	+11.29%
<b>Northrop Grumman</b>	États-Unis	29.88	84	66.98	+17.02%
<b>General Dynamics</b>	États-Unis	26.39	69	62.46	+8.95%
<b>BAE System</b>	Royaume-Uni	26.02	97	32.4	+43.77%
<b>Leonardo</b>	Italie	13.87	83	6	+49.23%
<b>L3Harris</b>	États-Unis	13.36	75	40.38	- 1.93%
<b>Thalès</b>	France	9.77	51	28.14	+48.24%
<b>Huntington Ingalls</b>	États-Unis	8.57	90	8.71	+15.81%
<b>Leidos</b>	États-Unis	8.03	58	13.19	+8.88%
<b>Dassault Aviation</b>	France	6.25	73	14.14	+47.40%
<b>Peraton</b>	États-Unis	5.81	83		
<b>Booz Allen Hamilton</b>	États-Unis	5.6	67	12.26	+13.03%
<b>Amentum</b>	États-Unis	5.02	78		
<b>MBDA</b>	Europe	4.96	99		
<b>Elbit Systems</b>	Israël	4.75	90	7.41	+5.54%
<b>Naval Group</b>	France	4.74	99		

Compagnie	Pays	Ventes d'armes 2021	% du total des ventes	Capitalisation boursière janv. 2023	Evolution janv. 2022-2023
Rheinmetall	Allemagne	4.45	66	10.8	+145.22%
CACI International	États-Unis	4.33	70	6.94	+21.12%
Saab	Suède	4.09	90	5.54	+90.85%
S&P 500					-5.92%

Source : [SIPRI 2022](#) & ft.com